

Ajournement

étudié hors du contexte politique et militaire très explosif du Moyen-Orient.

Il ne sert à rien d'accuser les pays arabes, dont l'unité qui a été prouvée récemment s'est avérée des plus efficaces, d'avoir recours au chantage. L'emploi de sanctions économiques existe de longue date. Il y a longtemps, les combattants et leurs adversaires y avaient recours. Ces dernières années, j'ai entendu des ministres canadiens déclarer avec une pieuse fierté que nous n'entretentions aucune relation commerciale avec la Rhodésie. Puis nous pensons à la loi américaine sur le commerce avec l'ennemi et à la satisfaction morale des Canadiens qui s'étendent longuement sur le fait que c'est mal d'acheter des raisins de Californie.

● (2200)

Il n'y a aucune loi, internationale ou autre, qui décrète que les Arabes doivent vendre leur pétrole sans discernement à tous les pays du monde. Je regrette, bien entendu, qu'ils aient pris des mesures pour restreindre leurs ventes dans mon pays, mais je ne leur refuse pas le droit de choisir leurs clients sur le marché international.

En ce qui concerne la situation politique d'ensemble, monsieur l'Orateur, je pense que les Canadiens ont le droit de savoir quelle est notre position par rapport au monde arabe. Avons-nous des raisons de nous disputer avec ces pays? Pourquoi le Canada tombe-t-il dans une autre catégorie que la Grande-Bretagne, la France, la Belgique et d'autres pays européens? En quoi notre opinion sur la situation au Moyen-Orient diffère-t-elle de ces pays? Ils reconnaissent Israël, et croient ipso facto en son existence. Le Canada croit-il que les terres occupées par Israël après la décision des Nations Unies dans les années 40 et la guerre de 1967 doivent être abandonnées de façon permanente par les États arabes? Est-ce pour cela que le Canada figure sur une liste neutre et que nos alliés de l'OTAN en Europe, à deux exceptions près, sont sur la liste amie? C'est une question très importante et révélatrice.

Je crois que nous devrions savoir quelle est la position du gouvernement sur cette situation des plus instables et funestes. Les raisons pour lesquelles nous sommes dans une catégorie différente de l'Angleterre et de la France devraient être clairement indiquées aux Canadiens qui pourraient en souffrir beaucoup. Tous ces pays ont appuyé la résolution 242 des Nations Unies comme nous. En quoi avons-nous différé d'eux depuis? Pourquoi sommes-nous en termes peu amicaux avec le monde arabe, avec qui nous n'avons eu aucun conflit ou aucune querelle autant que je sache, et dont le progrès vers une existence pacifique et prospère devrait nous réjouir?

J'apprécierais certaines réponses du distingué secrétaire parlementaire, pour qui j'ai la plus haute estime, et peut-être aurai-je même l'honneur d'obtenir une réponse du ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources qui a le talent de faire un tableau bien noir. Le connaissant, je dirais qu'il est l'homme le mieux choisi pour nous parler d'une autre situation qui est la pire possible.

L'hon. Donald S. Macdonald (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources): Monsieur l'Orateur, je suis heureux d'avoir l'occasion de répondre au député de Hills-

[M. Macquarrie.]

borough (M. Macquarrie) qui est, d'une façon générale, tenu en haute estime à la Chambre, même si ce n'est pas à cause de quelque don intellectuel particulier. Je crois qu'en général on le considère comme un homme plutôt bien intentionné, mais très superficiel et sans trop de talents intellectuels. C'est quand même pour moi un plaisir de lui répondre. Je pourrais également ajouter que ce qui ressort le plus chez le député, ce sont ses favoris, que tous les autres députés peuvent lui envier. Il a, sans l'ombre d'un doute, les favoris les plus remarquables à la Chambre.

J'ai trouvé très intéressant de l'entendre parler du Cheik Yamani, et cela ajoute à mon plaisir de prendre la parole ce soir, parce que j'ai eu l'occasion, plus récemment que tout autre député, de parler avec le Cheik, qui a été un de mes camarades à la faculté de droit de Harvard. Le cheik m'a bien fait comprendre alors, et j'en ai fait part à la Chambre depuis, que le Canada ne figurait pas sur la liste d'embargo de son gouvernement et les allégations à cet égard du député de Hillsborough et d'autres personnes mal informées comme le député sont naturellement sans fondement.

J'ai été heureux d'entendre le cheik affirmer qu'il tenait notre pays en haute estime et qu'il ne partageait pas l'impression que le député de Hillsborough cherche à répandre ce soir, soit que le Canada n'a pas bon nom auprès du monde arabe alors que le Canada est bien vu, et qu'il vérifierait auprès des cheiks cette rumeur répandue par une société pétrolière internationale sur la façon dont les Arabes nous considéraient.

Monsieur l'Orateur, je dirais qu'il est dans l'intérêt du Canada et des Canadiens d'entretenir des bons rapports avec les peuples arabes et depuis longtemps c'est un des objectifs de notre politique étrangère. Cette attitude a été difficile à maintenir à la fois envers les collectivités arabes et israéliennes et c'est pourquoi les Canadiens ont tenté avant tout de jouer un rôle qui n'aggraverait pas un aspect ou l'autre de la controverse. Bien au contraire, les Canadiens désirent jouer un rôle constructif afin que ces deux peuples dont les antécédents raciaux sont si rapprochés, dont l'histoire est tellement liée, puissent établir ensemble une paix permanente et durable au Moyen-Orient fondée sur la collaboration et la confiance mutuelles.

Le député a parlé de nombreux débats acerbes à l'Assemblée générale des Nations Unies sur la question des lignes du cessez-le-feu, sur la résolution 242 et sur d'autres questions. A cet égard monsieur l'Orateur, je dirais que l'essentiel à considérer pour les Canadiens, bien que les Canadiens puissent pour l'instant s'inquiéter quelque peu des approvisionnements en pétrole, de la pénurie de pétrole ou de l'ampleur de la privation qu'ils éprouvent ou qui pourra les menacer, est l'importance de définir le rôle effectif que les Canadiens auront à jouer au Moyen-Orient pour tenter de réunir ces deux communautés.

Tel a été le rôle du gouvernement canadien depuis l'époque de mon ancien chef, le très hon. Lester B. Person, que le député de Hillsborough était prêt à réprimander jadis. Le monde a reconnu l'œuvre accomplie par ce grand Canadien au Moyen-Orient. On se rendait compte qu'il voulait essayer de réconcilier ces deux grandes nations historiques. Voilà le rôle du Canada. C'est le rôle que le gouvernement actuel essaie de remplir, monsieur l'Orateur.